



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Revue de presse

## 13 juillet 2016

Les journalistes, les membres de la société civile et les simples citoyens en général ont répondu en masse à la mobilisation en vue de la tenue de la « Grande marche pour la liberté d'expression ». Tel était également le cas pour les forces de l'ordre qui, pour leur part, avaient toutefois pour mission d'empêcher que cette manifestation pacifique se fasse. Bilan de la journée : des grenades lacrymogène lancées à Soarano et un climat de terreur pour la population du centre-ville

### Economie et société

#### GRANDE MARCHÉ POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, LES FORCES DE L'ORDRE S'Y SONT OPPOSEES

Rendez-vous a été donné hier entre les journalistes, les membres de la société civile et les simples citoyens en vue de la tenue de la Grande marche pour la liberté d'expression, afin de marquer leur opposition face à l'adoption du Code de la Communication qu'ils jugent comme liberticide. Pour rappel, il s'agit de manifester pacifiquement par le biais d'une marche silencieuse et ce, en simulant un cortège funèbre ainsi qu'une cérémonie d'enterrement de la liberté d'expression et de presse. Les participants ont donc prévu de partir du site d'Ankorondrano et de rejoindre la stèle de l'Ordre des journalistes de Madagascar à Soarano. Dès les premières heures, un important dispositif des forces de l'ordre, fortement équipées, a pris place le long du couloir menant vers le gymnase d'Ankorondrano, point de ralliement des participants. Les alentours ont également été fortement quadrillés par les hommes en treillis, notamment le long du trajet menant vers le centre-ville. Le dispositif de sécurité s'avère d'autant plus impressionnant aux environs de la stèle de Soarano. Près d'un millier de participants se sont rassemblés pour former le « cortège » de départ tandis que de nombreux groupements ont été aperçus à différents endroits. Cependant, à peine la marche, avec à sa tête le cercueil de la liberté d'expression couvert d'un drap noir, a avancé d'une centaine de mètres que les forces de l'ordre ont entravé son passage en formant un barrage. Les pourparlers s'ensuivent mais sans résultats. L'absence d'autorisation de la Préfecture pour la tenue d'une manifestation publique est avancée par les responsables militaires pour justifier cette interdiction. Les participants à la grande marche se sont donc vus obliger de se replier sur le parking du gymnase municipal d'Ankorondrano où quelques discours ont été prononcés. Après une seconde tentative ratée, il a été décidé de suspendre la manifestation, les leaders du mouvement promettant qu'il ne s'agit que d'une partie remise. (L'Express de Madagascar p.5 ; Midi Madagasikara p.2, Madagascar Laza p.7-14, La Vérité p.3, Madagascar Matin p.3, L'Observateur p.3, Tia Tanindrazana p.3)

- Selon les leaders du mouvement pour la liberté d'expression, ils ont pris la décision de suspendre la grande marche afin de prévenir toute éventualité d'affrontement avec les forces de l'ordre. « Notre objectif n'est pas de semer des troubles » ont-ils soutenu aux participants dont certains ont commencé à tenir des discours s'écartant des revendications pour la liberté d'expression et d'information. Un comportement qui a

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*d'ailleurs davantage motivé leur décision car il pourrait s'agir de la preuve que des éléments perturbateurs se sont infiltrés (L'Express de Madagascar p.5)*

- *De l'opinion de L'Express de Madagascar, la forte mobilisation des forces de l'ordre hier en vue de « mater » une manifestation pacifique est un avant-goût de « ce que sera l'application du Code de la Communication médiatisée » (p.5)*
- *Des éléments cagoulés des forces spéciales et « armés jusqu'aux dents » ont été aperçus dans le dispositif mis en place par les forces de l'ordre. Selon les premières informations, ils avaient pour mission de procéder à l'arrestation des meneurs de la manifestation au cas où les participants à la grande marche décident de passer outre l'interdiction (Midi Madagasikara p.2)*
- *A propos du fait que les organisateurs n'aient pas estimé nécessaire d'adresser une demande de manifestation auprès de la Préfecture, ces derniers ont indiqué avoir contacté les premiers responsables des forces de l'ordre qui les ont rassuré qu'ils seront escortés pareillement à la marche silencieuse du 30 juin dernier. Ce ne fut pourtant pas le cas (L'Express de Madagascar p.5)*
- *De l'avis de La Gazette de la Grande île, le recours à la répression traduit un régime isolé qui fonctionne en mode « aux abois » et qui, par conséquent, se montre intraitable à l'endroit des mouvements présentant des risques de déstabilisation. Le quotidien évoque d'ailleurs le retour dans la voie de la dictature. (p.3)*

## « FUNERAILLES » DE LA LIBERTE D'EXPRESSION, DES SEMEURS DE TROUBLES INFILTRENT LE MOUVEMENT

*Parmi les raisons ayant motivé l'interdiction de la tenue de la manifestation pacifique des journalistes et OSC figure la crainte de troubles et de débordement. Si l'annonce en fanfare des « Opposants », réunis au sein du Mitsangàna ry Malagasy, de renforcer les rangs du mouvement pour la liberté d'expression n'a pas joué en sa faveur, les informations selon lesquelles des individus malintentionnés ont infiltré les participants en vue de semer des troubles sont parvenues autant auprès des organisateurs que des responsables des forces de l'ordre. Ainsi, une fois que les leaders du mouvement aient officialisé la suspension de la tenue de la grande marche, les forces de l'ordre ont usé de la manière forte pour disperser les différents groupements visibles aux alentours de la stèle de Soarano, en usant de grenades lacrymogènes (L'Express de Madagascar p.5)*

- *La forte présence militaire à plusieurs endroits stratégiques du centre-ville a généré une certaine psychose auprès des commerçants et des simples citoyens. L'usage de grenade lacrymogène a davantage renforcé leur crainte amenant ainsi toutes les boutiques à fermer leur store (L'Express de Madagascar p.15, Midi Madagasikara p.17, Madagascar Laza p.9)*

## LA PRESSE INTERDITE D'ACCES A L'ASSEMBLEE NATIONALE

*La presse semble ne plus être la bienvenue au palais de Tsimbazaza. En effet, alors que des journalistes se sont rendus à l'Assemblée nationale hier, ils se sont vus refuser l'accès par les responsables de la sécurité de l'Hémicycle. Ces derniers ont alors informé que le Président de la Chambre basse a donné l'ordre à ce que les médias et les journalistes ne puissent désormais plus y accéder. Contacté par téléphone, Jean Max Rakotomamonjy s'est dit étonné de cette*



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



information et a demandé à ce qu'elle soit recoupée. Il a en effet déclaré que l'Assemblée nationale n'est pas sa propriété privée et par conséquent, n'est pas en mesure de prendre une telle décision. Il s'agit d'un flagrant délit de mensonge a-t-il déclaré (**L'Express de Madagascar p.5**)

- « C'est le palais de la démocratie et du peuple, je ne peux interdire à personne d'y accéder, encore moins aux journalistes qui font leur travail » a soutenu le président de la Chambre basse. (**Les Nouvelles p.3**)

## DECOUVERTE DE MATERIELS POUR LA FABRICATION D'EXPLOSIFS

Quelques semaines seulement après l'explosion survenue lors de la célébration de la fête nationale, ayant fait des décès et d'innombrables blessés, les forces de l'ordre ont mis la main sur divers matériels pouvant servir à la fabrication d'une bombe artisanale et procédé à l'arrestation d'une dizaine de personnes. Les policiers ont plus précisément saisi 12 détonateurs électriques, 16 capsules de protection, 300g de nitrate et de la poudre explosive. Si les experts de la police scientifique ont confirmé la possibilité de fabriquer un engin explosif avec les matériels saisis, la brigade criminelle est parvenue à remonter la trace des principaux responsables et ce, suite à l'arrestation de la dizaine de suspects. L'enquête a ainsi permis de savoir la provenance de ces matériels, qui appartenaient à une société d'exploitation de carrières de granit. 3 individus travaillant au sein de l'entreprise ont par conséquent été écroués avec les personnes qui ont été arrêtées en possession de ces matériels explosifs. Selon les responsables, aucun lien n'a pour le moment été déterminé entre ces individus et les attentats survenus le 26 juin dernier. (**L'Express de Madagascar p.11, Midi Madagasikara p.24, Madagascar Laza p.3-14, L'Observateur p.6**)

## Relations internationales

### UN INCUBATEUR AU SEIN DU BUREAU REGIONAL DE L'OIF

Alors que le rideau est tombé sur le 42<sup>ème</sup> Sommet de l'Assemblée Parlementaire Francophone qui s'est tenu durant 4 jours au CCI Ivato, la Secrétaire générale de l'OIF a procédé à l'inauguration d'un Incubateur, situé au sein du BROI ou Bureau Régional de la Francophonie sis à Antaninarenina. Il s'agit plus précisément d'un bureau d'appui aux femmes et aux jeunes entrepreneurs dans la création et la gestion de leur société. Cet Incubateur de la Francophonie dispose déjà de sa première promotion, constituée d'entreprises œuvrant dans divers secteurs d'activités, allant du transport à l'artisanat (**Midi Madagasikara p.4**).

- Dans son allocution, Michaëlle Jean s'est finalement exprimée sur le Code de la Communication. Elle a ainsi déclaré « avoir été alertée de la réflexion et des préoccupations autour de ce code et du texte qui devait être voté. L'OIF se tiendra disponible dans l'accompagnement du processus de consensus, si cela s'avère nécessaire ». Et d'ajouter que son organisation reste à l'écoute des parties prenantes (**Midi Madagasikara p.3, Les Nouvelles p.2**).
- Selon les explications, « Incubons », est un programme de soutien aux entreprises responsables fondé par un Malgache et soutenu par l'OIF dans le cadre de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*l'accompagnement des 10 projets économiques, sociaux et solidaires innovateurs (Les Nouvelles p.2)*

- *L'appui technique que l'Organisation de la Francophonie accordera à l'Incubateur repose principalement sur un renforcement de capacités de l'équipe dirigeante, le parrainage par des structures expérimentées de l'espace francophone et des formations multidisciplinaires (Madagascar Laza p.3)*

## Un peu d'humour



Midi Madagasikara p.30

**Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :**  
Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrakaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrakaka@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne